

éditorial

Dominique DAVID

Un an après le 11 septembre : dix fenêtres qui s'ouvrent sur un monde pas si neuf

Le 11 septembre 2001 nous renvoie à d'anciennes questions : que savons-nous de notre monde, comment décider s'il est neuf, ou s'il n'est que le visage mutant de l'ancien ? Un an après, nous ne savons toujours pas si les structures du monde d'aujourd'hui sont inédites, si les distributions de puissance, les rapports entre grandes masses géopolitiques, la définition même des acteurs internationaux, ont été, et comment, recréés par le 11 septembre. Mais certaines dynamiques sont d'évidence nouvelles.

1. Un nouveau monde conflictuel

Depuis deux siècles, l'effort des sociétés occidentales a tendu à la normalisation des conflits : internes *via* le développement des institutions démocratiques ; externes *via* l'unification des procédures guerrières : pensée des manœuvres, conception des appareils militaires, dispositifs juridiques entourant, ou accompagnant, le spasme guerrier. A la fin du XX^e siècle, la pensée de la guerre interétatique, jointe au raffinement du droit de la guerre et au développement de l'*Arms control*, a fini par former un véritable paradigme occidental de la guerre. C'est ce paradigme qui éclate sous nos yeux.

Le conflit est toujours central dans les relations internationales, alors que nous le croyions, depuis 10 ans, cantonné aux marges « non civilisées » où il fallait « gérer les crises ». Et il est de plus en plus divers

dans ses formes. Les acteurs du jeu international ont-ils évolué ? Sans doute ; mais la nouveauté est plus dans la généalogie constitutive de certains d'entre eux (groupes terroristes...), dans l'articulation entre les différents types d'acteurs (étatiques, non-étatiques...), dans leur mode de fonctionnement (usage de la technique, réseaux...) et dans les moyens (concepts et armes) dont ils se servent. Le neuf, ce n'est pas le conflit ou la diversité des acteurs internationaux : c'est la manière dont ces acteurs se répondent et les moyens par lesquels ils nous imposent une dynamique conflictuelle qui échappe à notre pensée stratégique, et à nos moyens.

Nous pensions hier un type central de conflit, plus quelques développements marginaux (expéditions post-coloniales, guérillas...). Le 11 septembre suggère un éventail plus ouvert. Guerres « classiques », conflits de type « régressif » pré- ou post-étatiques, conflits « autres », enfin, dans lesquels l'intervention de la technique valorise la position du faible : c'est l'ensemble de ces formes que doit appréhender aujourd'hui la pensée stratégique.

2. Puissance américaine, puissance ambivalente

Sous la violence du traumatisme, les Etats-Unis ont réagi, logiquement, selon leurs réflexes, en valorisant les moyens disponibles. Toute puissance est unilatéraliste. Et ce, d'autant plus qu'elle est plus lourde, ou plus seule. Washington multiplie donc les signes de cet unilatéralisme. Les choix sont clairement revendiqués en fonction de l'intérêt américain, inscrits dans les formes nécessaires à l'expression du besoin américain – d'où la déshérence visible des procédures atlantiques.

Le concept de projection est, en tous domaines, au cœur des raisonnements stratégiques américains. « Projection » implique discontinuité dans le mouvement. L'obsession de la « guerre contre le terrorisme », comme leur domination technico-militaire, aggravent la tendance des Etats-Unis à considérer le monde comme une mosaïque de théâtres d'« opérations » offerts à des mouvements ponctuels, qui déconnectent l'efficacité militaire de la gestion politique du conflit. Européens et Américains divergent aujourd'hui sur le lien qui unit moment militaire et moment politique d'un conflit ; et c'est une

dimension majeure du débat actuel sur une éventuelle intervention contre l'Irak.

Puissance lourde, massive, les Etats-Unis sont-ils une puissance dominante ? Oui, par le différentiel des moyens. Non, parce qu'un monde si divers se laisse mal ordonner, surtout par une puissance qui choisit de privilégier le technique et le militaire au détriment des moyens politiques et collectifs de gestion des conflits. La question présente n'est donc pas celle de la prééminence de la puissance américaine, mais celle de sa pertinence : nous ne savons pas bien si elle crée de l'ordre – par ses pouvoirs de police – ou du désordre – en ignorant ce qui n'est pas manœuvre de police.

3. De nouvelles géographies stratégiques

Les grands acteurs du jeu international, et d'abord les Etats, hiérarchisent les espaces du monde selon leurs héritages, les enjeux ou les menaces qu'ils perçoivent, et selon leurs projets. Cette répartition des zones stratégiques évolue aujourd'hui considérablement.

Si le 11 septembre nous apprend quelque chose, c'est bien que notre sécurité peut être questionnée par des événements périphériques. Les zones d'abcès purulents (Moyen-Orient, Cachemire, Caucase...), les « zones grises » qui s'enfoncent dans le chaos, figurent évidemment dans notre géographie stratégique, puisque nous savons que leur décomposition peut avoir des effets sur nous. Conséquence encore incomplètement pensée de la « mondialisation » : la nécessité de pacifier ces espaces ne renvoie pas seulement à la morale...

A cet effet de conjoncture qui nous incite à redéfinir les lignes d'effort, se combine le poids d'enjeux devenus de plus en plus visibles, au nombre desquels on compte les questions énergétique et démographique. La circulation des populations, qui va croître dans les décennies futures, dessine des espaces d'intérêts collectifs qui s'imposent à nous. La géographie des approvisionnements énergétiques (pétrole, gaz) et de leurs voies d'acheminement est en train d'être redéfinie, au premier chef par les Etats-Unis. La place du Moyen-Orient, de la Russie, de l'Asie centrale, du bassin Atlantique (du golfe de Guinée à l'Amérique latine) dans le jeu mondial pourrait en être profondément affectée.

Les évolutions sont ici longues, les erreurs de perspective courantes – il n'est pas sûr, par exemple, que l'Asie centrale constitue en elle-même, sur le long terme, une zone prioritaire pour l'Amérique. Mais on peut gager que le « grand arc » de crise qui va de la Corne de l'Afrique à l'Afghanistan, et le « petit arc » de déstabilisation qui va du sous-continent indien à la Corée, constitueront demain des espaces essentiels. Avec tout ce que cela peut impliquer de relativisation, ou de régionalisation, des intérêts représentés par d'autres espaces : l'Europe ou le Moyen-Orient par exemple...

4. Russie : un acteur sans rôle ?

Dans ce cadre, on comprend que la posture de la Russie évolue. Gigantesque réservoir énergétique, bordant d'importants espaces islamisés, proche des plus importantes concentrations de population de la planète, la Russie est objectivement un des carrefours stratégiques du monde. Principal arsenal d'armements balistiques, nucléaires, chimiques, voire biologiques, elle est aussi un élément capital de tout débat sur la prolifération. Enfin, l'intelligence politique du « premier cercle » poutinien donne à Moscou une marge de manœuvre qui semblait hier hors de portée.

D'où deux glissements visibles : en direction du dispositif américano-atlantique, et vers une plus grande coopération avec l'Union européenne. La fragilité politique, et surtout économique, du régime russe reste pourtant un handicap sur la voie de sa normalisation internationale. La difficulté à définir clairement une voie tenant compte à la fois des fantasmes de puissance – le « rêve américain » – et de l'impérieuse nécessité d'un partenariat stratégique avec l'Europe de l'Ouest diminue la valeur des cartes dont pourrait jouer Moscou. La frilosité de l'Union européenne dans ses rapports avec le grand voisin de l'Est n'aidant guère ce dernier... Pas encore de choix européen stratégique ; un rapprochement vis-à-vis de l'Alliance, mais au moment même où l'Alliance se marginalise (ceci permettant cela) : Moscou sent son assise changer, mais peine à la définir précisément.

Il reste que la place, gagnée ou perdue, de la Russie sera demain une variable de poids. Pas la seule, certes : il suffit d'évoquer la Chine, ou l'instable binôme Inde-Pakistan, pour que s'élargisse très vite le conti-

nent de l'incertain... Les recompositions sont à l'œuvre, même si elles suivent la majestueuse lenteur de la tectonique des plaques plus que les cahots de l'actualité. Les rapports entre grandes masses géopolitiques n'ont pas été brusquement modifiés par le 11 septembre ; mais l'année qui vient de s'écouler a certainement donné le signal de mouvements de long terme.

5. Quelle gestion collective ?

Parce qu'ils ont frappé la plus lourde puissance, les événements de septembre suggèrent des réponses de puissances. Et d'abord la revalorisation des stratégies d'État. La question demeure ouverte de savoir si celles-ci doivent être individuelles ou s'inscrire dans des cadres collectifs.

L'invocation de la « coalition contre le terrorisme » ne trompe personne. La solidarité des États est réelle face à un danger qui les met tous en cause. L'alignement sur Washington est souvent, aussi, lié à la simple force des États-Unis. Mais il n'existe pas de négociation collective sur les stratégies nécessaires, et pas de cadre pour cette négociation. Au contraire : les forums où pourrait se développer le dialogue sont, depuis un an, systématiquement marginalisés, qu'il s'agisse de l'ONU, de l'Alliance atlantique ou des plateformes de l'*Arms control*...

Le retour des États ne se traduit donc pas par une réactivation des systèmes multilatéraux. Et pourtant, ce multilatéralisme, nous en avons besoin. Le 11 septembre nous apprend, ou nous rappelle, l'interdépendance sécuritaire. Si celle-ci nous oblige à penser nos stratégies à l'échelle du monde, nous ne pouvons évidemment pas le faire seuls. Les Américains eux-mêmes se trompent à penser que la force et la bonne conscience démocratique suffisent à fonder la légitimité de l'action internationale. Cette action ne peut être que complexe. Elle doit articuler au profit de la stabilité mondiale toutes les stratégies disponibles et user, en matière militaire, de modes d'intervention plus divers que ceux qu'appelait la « gestion des crises » de l'immédiat après-guerre froide. Nous avons besoin du multilatéral pour fonder à la fois la légitimité politique de nos stratégies (« Au nom de quoi ? ») et l'efficacité de nos moyens. Au nombre des machineries pouvant produire cette légitimité

internationale figure d'abord l'ONU. Sa réforme est un sujet passé de mode qui aurait pourtant toute raison de nous obséder.

6. Un « choc des civilisations » ?

Nous avons eu grand-peur, mais l'après-11 septembre passe pour avoir renvoyé ce modèle au magasin des accessoires. Il semble avoir échoué d'abord parce qu'il se fonde sur des objets contestables : ces espaces religieux constitués en acteurs géopolitiques – le premier visé étant l'Islam. Or l'Islam à l'œuvre le 11 septembre doit autant aux sociétés occidentales et à leurs habitus, qui ont contribué à former la plupart des activistes de la mouvance Ben Laden (dont ce dernier), qu'à une radicalisation des sociétés musulmanes.

Ce terrorisme-là est « islamique » en ce qu'il traduit en mots religieux une marginalisation politique et sociale, au cœur de sociétés violentées par la mondialisation : les nôtres. Il a aussi l'avenir de cette marginalisation même. Son futur, c'est donc en partie nous : notre capacité à produire des exclus qui utiliseront les discours (religieux) et les moyens (techniques) disponibles pour dénoncer cette marginalité.

Peut-on imaginer une synergie entre ces dynamiques terroristes limitées et nées pour l'essentiel en Occident, et des mouvements plus politiques se développant « au Sud », usant eux aussi du discours religieux – puisqu'il constitue le dernier discours politique de sociétés sans démocratie... ? Si le « choc des civilisations », d'objet culturel à objet culturel, est difficile à imaginer, le « parasitage » du politique par le religieux, et dans des logiques très diverses, est quant à lui fort vraisemblable.

Deux réponses peuvent être mises en œuvre. La remise en marche du processus d'intégration des populations dans nos sociétés démocratiques, d'abord – on sait qu'il s'agit là de l'enjeu majeur des années à venir. Puis des stratégies régionales qui assurent un développement englobant un développement culturel solidaire. Un « dialogue des cultures » qui se contente de l'échange de troupes de théâtre et de bruyants colloques intellectuels n'a pas de sens. Il faut imaginer d'autres choix : l'aide aux systèmes d'éducation, d'édition, etc. L'espace privilégié de telles stratégies est d'évidence le monde euro-arabe, la Méditerranée. L'Europe, qui tente d'y mettre en œuvre sa première grande stratégie extérieure, porte donc une lourde responsabilité.

7. L'Europe, encore

On croyait son heure venue. Disposant des moyens d'agir, mais sans vertige excessif de puissance ; riveraine d'une importante partie du monde musulman ; plus portée que l'Amérique à organiser politiquement la mondialisation, l'Union semblait en phase avec le monde du 11 septembre. Les fantasmes de puissance des uns, la pusillanimité des autres ont vite tué les rêves. Quelques coopérations plus tard (services de renseignement, incrimination « terroriste », mise en place des moyens des *headline goals* de Helsinki...), le vide stratégique de cette Europe-là reste sidérant.

Au moment où l'Alliance atlantique s'affadit – en témoignent son absence des débats, les vastes perspectives de son élargissement, et l'ouverture à Moscou –, au moment où Washington détourne ses regards du Vieux Continent et des alentours, l'Union cultive ses impuissances. Elle n'a pu puiser en elle-même ou dans la conjoncture la force de construire un espace intérieur sécurisé, une diplomatie commune (voir ses humiliations au Proche-Orient), ni celle de coordonner ses moyens militaires et ses industries de défense, minées par les unilatéralismes nationaux : bref, elle n'a pas su faire face aux enjeux internationaux et de sécurité qui la concernent directement.

La logique collective européenne peut pourtant seule appréhender ces défis. A trois conditions. D'abord, que les élargissements soient l'occasion de penser sur le fond sa logique et ses institutions – avec les conséquences possibles sur le fonctionnement interne, la « modernisation », de nos sociétés nationales. Ensuite, que soient redéfinis les objectifs et les moyens de la PESD. Fiers de notre bricolage, nous savons bien qu'il ne correspond pas aux tâches de l'heure. Préparerons-nous indéfiniment les scénarios d'hier ? Planifions-nous longtemps encore notre intervention dans les Balkans ? Enfin, les Européens doivent penser leur rapport au monde. Dans quel environnement voulons-nous agir : entendons-nous jouer à la puissance globale, ou peser sur nos alentours où figurent certaines des zones les plus instables de la planète ?

8. Technique et sécurité

L'obsession technique organise la « guerre » américaine contre le terrorisme. Mais le 11 septembre pose justement la question des relations

entre développement technique et sécurité. La sophistication des sociétés modernes crée de la vulnérabilité brute. Plus concentrées, plus interdépendantes, elles sont plus aisées à dévaster que les sociétés d'hier. Le progrès technique crée également des armes nouvelles. Enfin, la diffusion de l'information, caractéristique majeure de notre temps, met la plupart des savoirs destructeurs à la disposition de larges populations.

Si l'une des tendances majeures de notre époque est la concentration de la puissance (les Etats-Unis), l'autre est évidemment la diffusion des modes d'action. De nombreux acteurs ont désormais les moyens techniques de sortir de leur champ d'affrontement local ou régional (le missile symbolise ce décloisonnement), et d'en sortir en infligeant des dommages considérables à l'adversaire puissant qu'ils se choisissent. Le jeu stratégique privilégie aujourd'hui, au profit du faible, la relation asymétrique. Cette dernière met en scène des groupes humains limités, qui ne s'organisent pas selon un modèle étatique, car ils rentreraient alors dans une logique guerrière que nous dominons, et qui usent d'armes appuyées sur des technologies sophistiquées – celles-ci n'étant pas forcément de premier rang, ce qui les rend plus aisément maîtrisables.

Le 11 septembre nous confirme que notre vulnérabilité est un fait, et que la technique ne peut y parer absolument, puisqu'elle crée elle-même cette vulnérabilité. Mais l'événement nous projette au-delà de lui-même. Les hypothèses d'attaques radioactives, informatiques, biologiques sont devant nous. Elles appellent l'attention sur la dimension scientifique de nos politiques de sécurité pour suivre les développements dangereux qui pourraient se diffuser, et tenter d'en protéger, autant que faire se peut, nos populations. Elles nous incitent aussi à privilégier les cadres multilatéraux qui peuvent nous aider à gérer – même incomplètement – ces menaces émergentes.

9. Les choix de défense

Longtemps nous avons appris à faire la guerre. Après la bipolarité fut proclamée l'ère de la gestion des crises. S'ajoute désormais le reste : des hypothèses d'atteintes à notre sécurité venues d'acteurs mal cernés, usant de moyens inconnus, par des voies peu imaginables. La guerre interétatique, les puissances occidentales savent toujours la

faire, et mieux que les autres. La gestion de crises, nous l'alignons sur les scénarios balkaniques des années 1990, même s'il n'est pas dit que les événements futurs nous autorisent à nous contenter de ces modèles réduits. Face au « reste », nous sommes dépourvus de scénarios, de moyens, d'imaginaire même...

Nous ne savons, au vrai, que deux choses. D'abord, qu'il nous faut construire cet inconnu : que se passerait-il si... ? Quels sont en conséquence les domaines à explorer au-delà de l'utilisation classique des forces armées ? Ensuite, que le milieu vital des affrontements à venir est urbain : parce que l'essentiel de la population humaine sera demain urbaine et que, justement, les affrontements dans les villes sont difficilement gérables par les appareils militaires classiques.

Aucune stratégie, aucune politique de défense ne peut prétendre parer à tous les scénarios d'avenir. Il ne serait pas convenable d'expliquer qu'en France ou en Europe les concepts présents, les institutions qui s'articulent pour produire de la défense militaire ou civile, les appareils de défense eux-mêmes organisés sur l'idée de la guerre interétatique, demeureront pertinents quoi qu'il arrive.

Les rapports entre sécurité extérieure et sécurité intérieure – donc entre les appareils chargés de l'une et de l'autre –, les structures nécessaires (la défense de la nation demeure l'impératif, mais son moyen est-il toujours la Défense nationale ?), les moyens techniques adaptés : toutes ces questions invitent à un débat, absent de l'Europe d'aujourd'hui.

10. Trois figures imposées

La décomposition du politique crée la décomposition du stratégique. Au Sud ou à l'Est de l'Europe, c'est l'impuissance des Etats à gérer leurs propres sociétés qui fait proliférer d'autres acteurs ayant prise sur le système international, avec les moyens de pression que l'on sait. Au Nord, la crise de légitimité des systèmes politiques, que traduit la montée de l'abstention et des extrêmes électoraux, affaiblit encore des institutions déjà secouées par les ouvertures de la mondialisation. Recréer du politique, partout, selon des logiques propres tant les problèmes diffèrent ici et là, est donc l'objectif majeur. C'est le politique qui assure la gouvernabilité du système : globalement en essayant

d'ordonner une mondialisation qui peut être ravageuse dans ses effets, localement en assurant la stabilité des sociétés.

La relance de processus internationaux de négociation, de dialogue, de décision, en particulier dans le cadre de l'ONU, apparaît tout autant nécessaire. La force des armes, fût-elle américaine, ne peut assurer seule un ordre durable dans un système international aux acteurs de plus en plus nombreux. Les progrès sectoriels (le Tribunal pénal international, par exemple) ne peuvent s'affirmer que s'ils sont garantis par l'adhésion la plus générale aux règles de coexistence : celle-ci ne pouvant être fournie que par l'organisation mondiale. A rebours de la mode dominante qui valorise la puissance pure, répétons que nous avons grand besoin de machineries internationales à créer de l'échange, de la décision, et des moyens d'action communs.

Enfin, nous nous avisons juste de ce que la protection des populations constitue désormais une catégorie politique et stratégique majeure. Au strict niveau de la défense bien sûr, tant ces populations sont l'objectif direct, et vulnérable, des actions terroristes. A d'autres niveaux aussi. La peur de l'avenir, qui se traduit par l'omniprésence des problématiques sécuritaires, mine nos sociétés démocratiques. Elle est dangereuse parce qu'elle annonce des réflexes d'enfermement, d'hostilité, contre lesquels notre modernité ne nous garantit pas. Nous aurions bien tort de nous croire à l'abri des vents glacés de l'histoire.